

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat – CS 40 331
Cedex
31 776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 02/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADIS SERVICES

ZI du Terroir
27 avenue Léon Jouhaux
31140 Saint-Alban

Références : 2023-829
Code AIOT : 0006802432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement TRIADIS SERVICES implanté 27 avenue Léon Jouhaux ZI du Terroir 31 140 Saint-Alban. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale consécutive au retour d'expérience de l'incendie industriel survenue à Rouen en septembre 2019.

Les évolutions réglementaires qui ont suivi imposent de nouvelles mesures organisationnelles aux sites existants et, le cas échéant, de nouveaux dispositifs techniques.

Le but de cette visite consiste donc, en partie, à vérifier la soumission du site inspecté à ces évolutions et, le cas échéant, le respect et la prise en compte des évolutions réglementaires précitées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS SERVICES
- 27 avenue Léon Jouhaux ZI du Terroir 31 140 Saint-Alban
- Code AIOT : 0006802432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Filiale depuis 2002 du groupe SECHE Environnement basé à Changé (53), la société TRIADIS Services exploite sur son site de Saint-Alban une plateforme de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets non dangereux.

La plateforme s'étend sur une superficie de 5 400 m². Elle est principalement composée d'un bâtiment administratif, d'un bâtiment d'exploitation (réception, tri, regroupement des déchets), de zones de chargement / déchargement de véhicules et de zones de stockages extérieures.

La société TRIADIS emploie une vingtaine de personnes sur le centre. Elle réceptionne en majorité des déchets d'entreprises (80 %) et des déchets de collectivités (20 %) provenant de la région Occitanie.

La gestion des déchets sur le centre est organisée en fonction de la filière de traitement (élimination, valorisation) retenue après les opérations de tri, regroupement et reconditionnement le cas échéant.

Les déchets sont réceptionnés conditionnés (fûts, bidons) ou en cuve (GRV), sous forme liquide, de gaz (aérosols), solide ou pâteuse, et stockés sur rack, étagères ou en vrac.

La quantité maximale de déchets présents sur le centre est limitée à 275 tonnes.

Compte tenu des capacités d'accueil du centre, l'exploitation du centre de transit relève du régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les rubriques n° 2718, 2792, 3510 et 3550.

L'exploitation du site a été autorisée par arrêté préfectoral du 04/04/1996, modifié en dernier lieu le 23/12/2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

– Point sur la situation administrative du site vis-à-vis du stockage des liquides inflammables, de l'état des matières stockées et contrôle de la soumission du site aux arrêtés ministériels des 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation

– le Plan d'Opération Interne

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
2	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article Annexe 1 point 4.2	Sans objet
3	État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
4	Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-I.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-1.2	Sans objet
6	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article Annexe 1 point 5	Sans objet
7	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réalisés sur le site dans le cadre de l'action nationale « liquides inflammables » ont permis de vérifier que le site TRIADIS à Saint-Alban n'est pas soumis aux arrêtés ministériels des 03/10/2010 et 24/09/2020. Le suivi des stocks sur le site est à la hauteur des attendus. Le Plan d'Opération Interne, de ce site Seveso seuil bas, sera prochainement mis à jour pour y inclure les modalités qui seront mises en place pour assurer les « premiers prélèvements environnementaux » en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.
Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Le site TRIADIS à Saint-Alban est soumis à autorisation pour la rubrique 2718 « Transit, regroupement ou tri de déchet dangereux » pour un tonnage maximum, à un instant t, de 275 tonnes.

De plus, le site est Seveso seuil bas pour le stockage de déchets particuliers (toxiques, dangereux pour l'environnement).

Pour ces deux raisons, l'exploitant est soumis au respect du présent article.

L'exploitant dispose d'une base de données des déchets transitant sur son site.

Grâce aux informations contenues dans la fiche d'acceptation des déchets, la zone de chaque déchet entrant sur le site est prédéfinie selon ses caractéristiques et sa dangerosité.

Chaque fin de journée, le personnel d'astreinte fait le tour du site pour réaliser un état physique des quantités présentes sur le site. La base de données est donc mise à jour tous les jours pour tenir compte des rotations (entrée / sortie) de la journée.

La base de données a été présentée lors de l'inspection. Elle permet de répondre aux exigences de cet article car :

- elle permet de connaître les tonnages par zone,
- pour chaque déchet dangereux présent, elle donne le tonnage présent, les mentions de dangers associés et son classement dans les rubriques 4XXX
- les déchets non dangereux sont également listés
- les piles et batteries sont clairement identifiées

L'exploitant édite tous les soirs l'état des stocks et le met à disposition des services de secours dans une « vitrine » en extérieur, à l'entrée du site. Cet affichage a été vu.

L'exploitant précise que la base de données est également accessible depuis l'ordinateur ou le téléphone professionnel des cadres, même hors du site.

Un plan du site est associé à cet état des stocks. Il répond aux exigences de cet article.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article Annexe 1 point 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité à l'étude de dangers
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude de dangers susvisée.
Constats : Les arrêtés préfectoraux complémentaires du 9 octobre 2015 et du 23 décembre 2016 fixent les tonnages maximums autorisés par zone pour respecter les éléments présentés dans l'étude de dangers (déposée en 2014) notamment en ce qui concerne les hypothèses de calcul prises pour réaliser les modélisations des effets des phénomènes dangereux sur le site, le dimensionnement des moyens de lutte associés et les protections installées (murs coupe feu notamment) puis lors du porter-à-connaissance déposé en mai 2016 proposant une réorganisation partielle du site pour améliorer la circulation. Les constats réalisés sur site le jour de la visite, par sondage, et le contrôle de l'état des stocks fourni par l'exploitant montrent que les conditions de stockage et les tonnages maximums étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées – format synthétique
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Au-delà de l'état des stocks exhaustif décrit dans la fiche n°1 du présent rapport, l'exploitant s'est attaché à répondre aux exigences de vulgarisation et de sectorisation demandées dans cet article. Ainsi, un état des stocks dit « Seveso » est édité à partir du fichier général qui donne les tonnages présents, la typologie des déchets présents ainsi que les dangers physiques associés. Il existe aussi par zone, un tableau recensant les déchets présents, auquel est associé le plan qui indique par zone, les risques associés aux déchets stockés. Ce document dispose également d'un glossaire qui permet de vulgariser les acronymes utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autres installations A soumises à l'AM du 3/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application des AM LI - seuil 1000T de LI
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : Le site TRIADIS à Saint-Alban est soumis à autorisation pour une activité de transit de déchets dangereux. Au regard de son activité, il ne dispose logiquement d'aucune autorisation pour des rubriques dites « liquides inflammables » (4330, 4331, 1436...). En revanche, parmi les déchets transitant sur son site, certains sont classés HP3 à cause de leur caractère inflammable. En tout état de cause, le tonnage maximum autorisé sur le site pour la rubrique 2718 étant de 275 tonnes, il est <u>physiquement impossible</u> que le site puisse disposer d'un tonnage de produits dits « liquides inflammables » supérieur à 1000 tonnes. Le site de TRIADIS n'est donc pas concerné par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20 - Seuil 100T de LI
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Le site TRIADIS à Saint-Alban est soumis à autorisation pour une activité de transit de déchets dangereux. Au regard de son activité, il ne dispose logiquement d'aucune autorisation pour des rubriques dites « liquides inflammables » (4330, 4331, 1436...). En revanche, parmi les déchets transitant sur son site, certains sont classés HP3 à cause de leur caractère inflammable. Le tonnage maximum autorisé sur le site pour la rubrique 2718 étant de 275 tonnes, il est donc physiquement possible que le site puisse disposer d'un tonnage de produits dits « liquides inflammables » <u>en contenant fusible</u> supérieur à 100 tonnes. Grâce à l'état des stocks existant sur le site (cf. fiche n°1), l'exploitant est en mesure de connaître le tonnage des déchets HP3 présent à tout moment (au pas journalier).

<p>Au jour de la visite, le site stockait 47 tonnes de déchets HP3 (tous contenants confondus).</p> <p>De plus, l'exploitant a pris l'attache d'un bureau d'études qui a réalisé début 2022 un diagnostic d'assujettissement à l'arrêté du 24 septembre 2020. Ce diagnostic a été présenté en séance. Ce diagnostic a notamment analysé les données des états des stocks sur 3 ans (mai 2018 à mai 2021) pour identifier les tonnages de déchets liquides dits inflammables (ou susceptibles de l'être) présents sur le site. Le maximum présent sur cette période a été de 78 tonnes (tous contenants confondus).</p> <p>Selon les informations portées à notre connaissance et les constats réalisés le jour de la visite, le site de TRIADIS n'est pas concerné par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p> <p>Afin de garantir dans le temps cette non soumission, l'inspection des installations classées se propose de l'acter à l'occasion d'une prochaine mise à jour de l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2015, article Annexe 1 point 5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour et test du POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le POI est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas 3 ans. Après chaque exercice, l'exploitant réalise une analyse de l'exercice et des enseignements tirés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un Plan d'Opération Interne [POI]. Il a été présenté en séance. Il a été mis à jour la dernière fois en 2022. L'exploitant indique qu'il est mis à jour tous les ans sur la partie « voisinage ». L'inspection des installations classées dispose de la version éditée en 2019. L'exploitant indique, qu'à part le voisinage, aucune modification de fond n'a été réalisée sur le document depuis 2019.</p> <p>Deux exercices sont réalisés chaque année sur le site. En 2023, le premier a eu lieu le 20/04 et le deuxième est programmé le 12/12.</p> <p>L'exploitant s'est appuyé sur des organismes extérieurs pour monter en compétence sur la gestion de crise sur son site. Son objectif est de pouvoir tester tous les scénarii référencés dans son POI sur 3 ans.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

Préambule :

- *Pour les sites Seveso seuil bas, la conformité à cet article est exigible à compter du 1er janvier 2023 et au plus tard, au 1er janvier 2026 (si on considère que le POI est mis à jour a minima tous les 3 ans suite à la réalisation de l'exercice triennal obligatoire)*

- *L'exploitant dispose déjà d'un POI et réalise des exercices plus régulièrement qu'exigé dans cet article (cf. fiche précédente).*

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la démarche engagée pour répondre aux exigences de cet article.

Il a déjà réalisé, avec l'appui d'un bureau d'études extérieur, le recensement des produits susceptibles d'être émis en cas d'incendie sur le site et l'identification des points de prélèvements. Il s'est appuyé sur le guide « déchets » élaboré par la profession. Le rapport sera prochainement disponible et intégré au POI du site.

En ce qui concerne la mise en œuvre opérationnelle de ces « premiers prélèvements environnementaux » lors d'un incendie sur site, l'exploitant indique envisager de contractualiser cette prestation avec un tiers.

L'exploitant prévoit d'intégrer ce volet « premiers prélèvements environnementaux » lors de la prochaine mise à jour du POI. Cette nouvelle version du POI devra être transmise à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite